

*Initiatives ministérielles*

male de notre territoire et surtout de nos eaux. Et pourtant le gouvernement a décidé de ne pas le faire.

Le langage de la sécurité et ses lacunes évidentes m'attriste toujours. Combien de fois avons-nous vu dernièrement aux nouvelles nationales des plages polluées par des marées noires. Nous nous demandons, entre autres, comment nous allons les nettoyer, sauver les oiseaux de mer ainsi que les pêches et conserver les paysages pour les touristes.

En attendant, alors que les fondements mêmes de la vie marine sont menacés, les forces navales des quatre coins du monde, avec leurs sous-marins qui lancent des missiles de croisière, leurs destroyers, leurs croiseurs et leurs porte-avions, ne peuvent rien contre le véritable danger qui guette la planète, la race humaine et la création.

On ne peut que constater à quel point la conscience humaine est pitoyable lorsqu'on voit l'argent et les efforts investis par les diverses nations pour se préparer à s'entretenir de toutes sortes de façons fantasmagoriques. Pourtant, la nature elle-même s'apprête à nous faire disparaître de cette planète parce que nous n'avons pas le bon sens d'unir nos efforts pour nous défendre contre cette menace à la sécurité de la race humaine, la menace environnementale.

• (1640)

C'est pourquoi nous devons faire montre de plus de respect que le gouvernement actuel pour le droit international, tant pour les lois existantes que pour les lois en voie de ratification ou celles qui n'ont pas encore été écrites. Ce n'est qu'en acquérant une conscience internationale que nous pourrions nous sauver nous-mêmes si seulement nous le pouvons encore. Et que fait le Canada?

Il existe une convention de l'Organisation internationale du travail concernant les problèmes de santé en milieu de travail ainsi que les risques pour l'environnement et la santé que pose l'amiante. Le gouvernement du Canada a trouvé le moyen de se faire remarquer dans les milieux internationaux en ignorant cette convention. Il n'a tenu aucun compte des conclusions de l'OIT.

Les Canadiens se targuent d'être toujours un peu à l'avant-garde des États-Unis dans les domaines de la protection de l'environnement et de la santé. Mais eu égard à l'amiante, nous sommes en retard même sur les Américains. Dans le dossier de l'amiante, notre attitude est tout à fait scandaleuse. Nous avons participé à des campagnes de désinformation sur les dangers de l'amian-

te et avons encouragé des pays comme la Thaïlande à ne pas tenir compte de la convention de l'OIT et des dangers connus de l'amiante.

Quelles conséquences cela a-t-il sur notre réputation internationale? Dans quelle position cela nous place-t-il dans le concert des nations lorsque vient le temps de réclamer le renforcement des lois internationales? Pouvons-nous aussi allègrement choisir d'enfreindre des lois lorsque cela nous convient? J'espère que ce n'est pas le cas, pourtant, tout permet de croire que c'est notre attitude. À maintes et maintes reprises, nous avons fermé les yeux sur des attaques contre l'environnement et sur les gestes posés par certains gouvernements pour protéger des intérêts économiques canadiens.

Cela nous rappelle que, pas loin d'ici, au moment même où je vous parle, un certain nombre d'Iraniens d'origine font la grève de la faim pour attirer notre attention sur le fait que les droits de la personne sont toujours bafoués en Iran, même après le décès de l'ayatollah Khomeyni et l'arrivée au pouvoir du nouveau premier ministre Rafsanjani. Ces gens font tout ce qu'ils peuvent pour montrer que, de la façon dont ce régime traite sa population, il ne mérite que d'être isolé du reste du monde et de se voir imposer des sanctions, comme le refus de vendre des armements et le boycottage des importations de pétrole. Et pourtant que fait le gouvernement canadien? Il renoue ses relations diplomatiques avec le régime iranien afin, dit-il, d'encourager les modérés. Ces gens sont des modérés. Le même genre que ceux dont nous parle le gouvernement et qui dirigent le Salvador.

J'ai profité de l'étude de ce projet de loi non seulement pour montrer que, en ratifiant des ententes comme nous le faisons ici aujourd'hui, nous appuyons l'entrée en vigueur de ces protocoles ainsi que le rôle qu'a joué le Canada, mais aussi pour déclarer que nous appuierions le gouvernement s'il décidait de se montrer bien plus original et courageux dans ses initiatives visant à prévenir justement les situations dont traitent ces protocoles et à créer un monde où le concept de sécurité serait plus vaste ainsi que plus profond et où l'on tiendrait compte des dimensions environnementales et sociales de notre univers.

Nous appuierions le gouvernement s'il décidait d'inscrire ce genre d'initiatives dans sa politique étrangère, ce qu'il n'a pas fait quand le député d'en face était ministre de la Défense. Il a plutôt présenté un livre blanc qui, même à l'époque, était encore plus froid que la guerre froide, et qui est maintenant tombé dans le discrédit.